

ASKLÉPIOS

Bulletin de l'association des amis du musée du Service de santé des armées au Val-de-Grâce



Directeur de publication : Olivier Farret – Rédacteur en chef : François Eulry

Imprimeur : ECMSSA route de Fontaine à Mignan, 45300 Chanteau - Prix : 5 euros – Dépôt légal : avril 2019 –

Nouvel ISSN en cours d'attribution

Ce 51^{ème} bulletin de la série (avril 2019), est désormais

numéro 1

sous sa nouvelle dénomination, ASKLÉPIOS, choisie par ses lecteurs

Sommaire

<i>Le mot du président</i>	1
<i>Le MGI Charles Laverdant</i>	2
<i>Le médecin-colonel Guy Charmot</i>	3
<i>Asklépios ?</i>	5
<i>Le médecin général P-A Huard (suite)</i>	5
<i>Justin Godart, hors la Grande Guerre</i>	9
<i>Mai 1871, des obus sur le Val-de-Grâce</i>	12
<i>Éphéméride : Hippolyte Morestin</i>	14
<i>Prix d'Histoire de la médecine aux armées</i>	14
<i>Desgenettes et le Val-de-Grâce</i>	15
<i>Lu pour vous</i>	17
<i>Vu pour vous</i>	18
<i>Compte-rendu de l'AG de l'AAMSSA</i>	19
<i>Appel à cotisation</i>	20

Le mot du Président

Ce bulletin du printemps 2019 revêt une importance particulière. Il porte désormais le nom d'*Asklépios*, héros grec et dieu de la médecine. Notre rédacteur en chef évoque son histoire ; vous comprendrez qu'elle n'est pas si éloignée de la médecine aux armées. Ce bulletin est aussi objet de mémoire avec ses repères et ses hommes qui ont marqué le Service : le médecin colonel Guy Charmot, compagnon de la Libération, le médecin général Pierre-Alphonse Huard et le médecin baron d'Empire René Nicolas Dufriche Desgenettes. Par sa disparition, le médecin général inspecteur Charles Laverdant, grande figure de la médecine militaire, membre de l'Académie de médecine, fondateur et premier président de l'AAMSSA en 1989, a laissé notre association dans une profonde tristesse. Son successeur, le médecin général inspecteur Maurice Bazot nous a légué, en 2015, une œuvre que nous poursuivons avec les mêmes missions: la valorisation du musée, *lieu de mémoire*, au-delà des murs séculaires du Val-de-Grâce, et, par son comité d'histoire, la transmission de la mémoire du Service de santé des armées. L'exposition temporaire « 1914-1918 : Le soutien sanitaire des contingents d'outre-mer » organisée par le musée en partenariat avec l'AAMSSA et l'ASOM, est dans l'esprit du fondateur de notre association.

Nous souhaitons la bienvenue à madame Michèle Périssère, conservatrice en chef du patrimoine. Son vif intérêt pour ce musée, si souvent plébiscité pour sa richesse patrimoniale, est un gage de réussite pour l'avenir. Nous sommes à son entière disposition pour lui apporter notre soutien.

MGI(2s) Olivier Farret

Le Médecin général inspecteur

Charles Laverdant ¹

Le 6 décembre 2018, en l'église Notre Dame du Val-de-Grâce, l'assistance était nombreuse pour rendre hommage au médecin général inspecteur

Charles Laverdant. Par leur présence, ses collègues de l'Académie de médecine, ses pairs, ses élèves et au-delà, exprimaient leur reconnaissance au grand médecin militaire hospitalier aux HIA Bégin puis du Val-de-Grâce, chef du service de clinique médicale. Le professeur Laverdant

créait en 1970 le service d'hépatogastroentérologie, unanimement reconnu, où je lui suis redevable d'avoir accompli une carrière passionnante. Titulaire de la chaire d'épidémiologie et prophylaxie appliquée aux armées à l'École du Val-de-Grâce, le professeur Laverdant a fait rayonner la médecine aux armées par ses nombreux travaux scientifiques consacrés en particulier aux aspects cliniques, épidémiologiques, prophylactiques, thérapeutiques des hépatites virales, au diagnostic précoce des bilharzioses, au traitement de l'amibiase et à l'épidémiologie et la thérapeutique de l'ulcère gastroduodéal.

Cependant, aujourd'hui, en présence de ses enfants que je salue avec émotion, c'est au nom de l'AAMSSA que je souhaite rendre un hommage respectueux à l'un de ses membres fondateurs et au premier président de notre association.



Directeur de l'École du Val-de-Grâce de 1985 à 1989, le Professeur Laverdant, malgré ses importantes fonctions, a voulu faire renaître un musée fermé en 1985 en raison de l'état de dégradation des lieux, des collections, et de l'absence de moyens financiers.

Dans le cadre de la restauration de l'ensemble conventuel, le renouveau du musée a été heureusement favorisé par deux décisions :

En 1989, le Médecin général inspecteur Laverdant propose la création d'une association de soutien sous le terme d'une association des amis du musée. Il en sera le premier président. Le directeur central, le médecin

général inspecteur Scléar, crée une commission d'étude pour la rénovation du musée. Elle est présidée par le médecin général inspecteur Maurice Bazot, dès sa prise de fonction à la tête de l'École, qui deviendra, par la suite, le deuxième président de l'association.

En 1992 le comité d'histoire du Service de santé des armées est créé, son premier président en est le médecin général inspecteur Cristau. Ce comité poursuit un incessant développement.

En septembre 1993, l'accueil et les salles d'expositions temporaires du musée sont inaugurés par le président de la République, cérémonie

coïncidant avec la restauration d'une partie de l'ensemble monumental.

Le médecin-en-chef Jean-Jacques Ferrandis, diplômé de l'École du Louvre, nommé conservateur avec l'appui décisif du professeur Laverdant, joua un rôle capital dans la rénovation du musée. En 1998 l'ensemble des salles permanentes sont ouvertes au public.

¹ Photographie confiée par la famille du médecin général inspecteur Laverdant, que nous remercions vivement, en lui exprimant notre sympathie et notre émotion.

« Entreprendre et persévérer » est le titre d'un article qu'écrivait en 2007 le professeur Laverdant, pour le dixième anniversaire de notre bulletin. Cette ligne de conduite l'a accompagné toute sa vie ; elle avait une résonance particulière pour notre association. Permettez-moi de le citer : « Le rôle de l'AAMSSA est d'apporter sa contribution au développement et à la mise en valeur du musée, à son rayonnement – et partant – celui du service. Cet objectif a persisté jusqu'à nos jours. »

Actuellement, l'œuvre de mécénat voulue par notre président fondateur, est, hélas, réduite, les buts des statuts déposés en 1989 restent les mêmes. L'association des amis du musée du SSA doit pouvoir, malgré les difficultés, poursuivre les objectifs qu'elle s'est fixée.

Par ses conseils et ses interventions pertinents, le professeur Laverdant était toujours à nos côtés. Il a participé à la préparation de colloques organisés par l'AAMSSA comme récemment « Les vaccinations hier, aujourd'hui et demain » et « Une armée qui soigne, le Service de santé des armées pendant la Grande Guerre » accompagné par une grande exposition temporaire éponyme.

En 2015, les Professeurs Bazot, Timbal et Cristau souhaitaient la relève. J'écrivais avec une certaine émotion mon premier « mot du président » : « Avec la nouvelle équipe, plus que d'un changement, il s'agit d'un passage de témoin. Comme le relayeur sur sa piste d'athlétisme, l'énergie qui nous a été transmise est un gage de réussite pour l'avenir », à mettre en miroir avec cette citation du professeur Laverdant : « Sans rêver à d'impossibles sommets, il nous faut donc persévérer et espérer : telle est la responsabilité de tous. »

En 2019, l'AAMSSA fête ses trente ans d'existence, hélas sans notre fondateur. Nous garderons l'image et le souvenir d'un grand homme du Service de santé des armées.

Membre de l'Académie nationale de médecine depuis 1987, le médecin général inspecteur Charles Laverdant était commandeur de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques et des Arts et Lettres.

Olivier Farret

Le médecin-colonel Guy Charmot, Compagnon de la Libération

« Nous vous reconnaissons comme notre compagnon pour la Libération de la France dans l'honneur et pour la Victoire » (Charles de Gaulle) : à l'aube de la nouvelle année, ils étaient encore cinq à avoir entendu ces mots, derniers compagnons de la Libération, témoins vivants des combats qui, depuis la Cyrénaïque jusqu'à Berchtesgaden, prouvèrent que l'armée française pre-

nait toute la place qu'elle méritait dans la lutte des Alliés contre l'ennemi nazi, comme les résistants de l'Intérieur, dans le combat de l'ombre, pour libérer notre sol. Le 7 janvier 2019, leur doyen, le médecin-colonel Guy Charmot, s'est éteint dans sa 105^{ème} année. Il était le dernier des quarante professionnels de santé « compagnons de la Libération ».

Né le 9 octobre 1914 à Toulon, Guy Charmot est entré à l'école du service de santé militaire de Lyon en 1934.



Médecin capitaine Guy Charmot (DR)

Après sa soutenance de thèse « Contribution à l'étude des troubles mentaux chroniques post-typhiques », il est reçu docteur en médecine en 1937. Nommé médecin-lieutenant, il est affecté au 16^e Bataillon de chasseurs à pied qui tient alors garnison à Saint-Avold, puis, en janvier 1939, il rejoint l'École d'application du service de santé des troupes coloniales du Pharo à Marseille. La déclaration de guerre le trouvera au 49^e régiment d'artillerie coloniale déployée dans la Sarre qu'il quittera, en mars 1940 pour partir outre-mer, à Batié en Haute Volta, en pays Lobi où sévissait la trypanosomiase et où lui parviendra l'annonce de la défaite des armées françaises. Quittant le front de mauvaise grâce, comment aurait-il pu savoir que cette affectation allait le projeter dans l'épopée de la France Libre ?

Fin Aout 1940, les territoires d'AEF décident de poursuivre le combat avec le général De Gaulle, devenant le symbole de la reconquête de l'indépendance de la France. Le ralliement du Congo français avait été préparé par le médecin général inspecteur Adolphe Sicé qui, s'adressant au colonel de Larminat, exprima le sen-

timent de la grande majorité des médecins des territoires d'Afrique noire : « *Nous avons mené à bien cette sédition militaire pour venir en aide à notre patrie ; nous demandons pour toute récompense de participer le plus vite possible à la guerre* ». Dans le même temps, les Anglais avaient offert aux militaires des territoires d'AOF de les rejoindre. Cependant, l'attaque de la flotte française à Mers el-Kébir ainsi que l'affaire de Dakar entraînent un climat de méfiance peu propice à de nouveaux ralliements. Le médecin-lieutenant Charmot n'avait pas attendu.

Depuis Juillet 1940, les FFL montaient en puissance autour du petit noyau originel de Londres. Au nombre des officiers ralliés on comptait dix médecins, un pharmacien et deux étudiants, dont l'un, François Jacob, se verrait décerner, bien plus tard, le prix Nobel de médecine. Le renfort des praticiens en poste en Afrique était essentiel. S'ils ne furent au début qu'une centaine à rejoindre les bataillons de marche de la France Libre qui se constituaient avec les troupes d'Afrique désirent reprendre le combat, leur nombre ne cessa de croître. Dès les premiers jours de juillet 1940, n'acceptant pas la défaite, Guy Charmot fut l'un des premiers. Il était passé avec ses camarades du Cercle de Batié en Gold Coast britannique, aujourd'hui le Ghana, jouant un rôle essentiel dans ce ralliement comme en témoigne un rapport confidentiel retrouvé dans les archives de l'époque. Modeste, il n'évoquait pas cet épisode ou en minimisait l'importance. En septembre, il rejoint les Forces Françaises Libres à Maroua (Cameroun), comme médecin adjoint du 4^e Bataillon de Marche, dans les rangs duquel il allait faire campagne pendant les cinq ans à venir.

Aussitôt constitué, le BM4 quittait l'Afrique pour rejoindre en Palestine la 1^{ère} Brigade Coloniale, placée sous les ordres du lieutenant-colonel Genin qui tombera en Syrie le 17 juin 1941 sous les balles des troupes restées fidèles à Vichy. Guy Charmot prit part à cette campagne fratricide, puis à celle d'Éthiopie en novembre 1941. Sans attendre le ralliement de la Côte française des Somalis, le BM4 embarque en avril 1942 pour Beyrouth. En Janvier 1943, le médecin-capitaine Charmot est en Libye avec son bataillon qui est alors intégré à la première Division française Libre. Il est engagé en mai lors de la prise de Takrouna en Tunisie face aux troupes de l'Afrika Korps. Les pertes sont lourdes, le médecin chef du BM4, le médecin-capitaine Raoul Béon, est tué.

L'évolution des combats en Afrique du Nord, va permettre la fusion des forces françaises le 1^{er} août 1943, enfin unifiées au sein de « l'armée française de la Libération » qui va participer à la libération du territoire européen. Le BM4 fait partie du corps expéditionnaire en Italie et débarque à Naples le 20 avril 1944. Engagé dans le forçement de la ligne Gustav, le Bataillon va livrer des combats acharnés du 16 au 20 mai, avançant

seulement de 15 km en 5 jours. Guy Charmot, s'y distinguera par son courage, sauvant, sous le feu de l'ennemi, plusieurs de ses camarades de combat.

Le jour tant espéré par tous ces combattants dont le but ultime était la libération de la France sera, pour le BM4, le 17 août 1944 et le débarquement dans la baie de Cavalaire. Après la prise de Hyères, l'objectif assigné au bataillon le 23 août est la prise de Toulon. La mission sera remplie, mais les Allemands font payer le prix du sang au bataillon : 8 officiers sont tués ou blessés, parmi ces derniers se trouvent le médecin-capitaine Charmot, blessé à la tête. Rétabli de ses blessures, il prend part à la campagne de France jusqu'en mai 1945. La croix de la Libération lui avait été décernée par décret du 20 novembre 1944.

Dès la fin de la guerre, il exprime le souhait de servir à nouveau en Afrique. Il est affecté en septembre 1945 à Abéché (Tchad). Passionné par la médecine tropicale, il passe les concours de médecin des hôpitaux d'outre-mer puis, en 1954, d'agrégation de médecine tropicale de l'École du Pharo, où il instruira nombre d'officiers stagiaires. Il enchaînera les séjours en Afrique : au Tchad, au Sénégal, au Congo, à Madagascar.

Le médecin-colonel Guy Charmot a quitté le service actif en 1965, à l'issue d'une brillante carrière militaire. Un nouveau mode d'exercice de la pratique médicale le tente. Il entre alors au service de recherches thérapeutiques de Rhône-Poulenc. Il est nommé professeur à l'Institut de médecine et d'épidémiologie africaines et tropicales, devenu depuis l'Institut de médecine et d'épidémiologie appliquées et tropicales (Fondation internationale Léon Mba) ainsi qu'à l'Institut Pasteur. Il signe ou co-écrit plusieurs ouvrages médicaux ainsi que plusieurs centaines de publications scientifiques. Président de la Société de pathologie exotique de 1982 à 1986, marchant ainsi sur les traces d'Alphonse Laveran, premier président de cette société savante, il était membre de l'Académie des sciences d'outre-mer. La bibliothèque Guy Charmot, ouverte depuis 2014 à la Maison du combattant à Marseille, perpétue sa mémoire.

Grand Officier de la Légion d'Honneur, Croix de guerre 1939 - 1945 avec quatre citations, le médecin-colonel Guy Charmot, fidèle à son engagement de jeune santard aura, tout au long de sa vie, illustré avec honneur, par son dévouement au service des soldats au combat comme des populations dont il avait la responsabilité médicale outre-mer, la devise de l'ancienne ESSM : « *pour la Patrie et l'Humanité* ».

*MGI(2s) Raymond Wey
président du comité d'histoire*



Asklépios ?

Loué soit “Asklépios“, premier du nom dans la nouvelle série de notre bulletin, selon votre choix. C’est le patronyme du fils d’Apollon et de Coronis, enceinte du dieu, puis infidèle et condamnée au bûcher.

Asklépios

(musée national d’Athènes, DR)

Le dieu l’arrache des entrailles fumantes de sa mère et le confie au centaure Chiron qui lui

apprend l’art de soigner ; la corneille blanche qui a failli à la surveillance de Coronis, sera définitivement noire. Deux fils d’Asklépios, Machaon et Podalire, tous deux « bons praticiens ² », participent à la guerre de Troie, premiers médecins aux armées de notre histoire et fondateurs des Asclépiades, dynastie de médecins de Chos, dont est issu Hippocrate. Des enfants d’Asklépios, les plus connus sont ses filles-déeses Hygie (santé, hygiène) et Panacée (traitements par les plantes).

Le plus réputé des lieux dédiés à leur père est Épidaure (nouveau-né, une chèvre l’y nourrit, sous la garde d’un chien), un site ombragé, entre autres essences, de

cyprès ³. Asklépios fut foudroyé par Zeus pour avoir ressuscité des morts (dont Hyppolite, fils de Thésée) et en déposséder Hadès, aidé d’Athéna et du sang de la Gorgone. Grâce à Apollon, il vit au ciel dans la constellation du Serpenteaire. Ses attributs sont le *serpent* (il mue pour sembler jeune), symbole venu d’Égypte (divinité de la médecine, source de *divination* : oracles par lesquels Asklépios indiquait le remède à prendre) ; le *coq* qui mène le malade à la guérison ou à la bonne mort (Socrate, au moment de boire la cigüe, rappelle à son entourage qu’il doit le sacrifice d’un coq à Asklépios) ; la *coupe* pour les potions ; le *bâton* des médecins-sorciers, puis du médecin ambulancier allant distribuer partout ses soins.

D’où le *caducée* d’Asklépios : celui-ci, voyant un serpent venir vers lui, lui tendit son bâton où il s’enroula. Asklépios frappa le sol et le tua. Un second serpent apparut tenant dans sa bouche, une herbe mystérieuse qui ressuscita le premier. Asklépios comprit ainsi la *vertu médicinale des plantes*. Le *miroir*, symbole de la prudence et de la sagesse a été ajouté depuis.

Souhaitons bon Zéphyr à la nouvelle version de notre bulletin !

MGI(2s) François Eulry

Le médecin général

Pierre-Alphonse Huard, (1901-1983)

(Deuxième partie)

En mars 1946, après l’arrivée à Hanoi des troupes du corps expéditionnaire français du général Leclerc, le professeur Gaillard, doyen de la faculté de médecine, regagne la France et Pierre Huard est appelé à lui succéder ; il va occuper ce poste jusqu’en 1954. Après le départ des troupes chinoises, une cohabitation chaotique avec le Vietminh s’instaure. Suite à des incompréhensions réciproques, les événements s’enchaînent fatalement. Après l’échec de l’insurrection vietminh du 19 décembre 1946 et le siège de l’hôpital de Lanessan, la guerre franco-vietnamienne, jusque-là perlée, débute réellement. À la faculté de médecine, la presque totalité des enseignants et des étudiants vietnamiens sont partis dans le « maquis » (A. Rivoalen). Le professeur Maurice Bayen, recteur de l’instruction publique installée à Saigon, donne son accord pour la réouverture de la faculté de médecine de Hanoi dont les infrastructures désertées sont restées intactes, mais il demande en contrepartie l’ouverture d’une antenne universitaire médicale à Saigon qui reste sous l’autorité du doyen de Hanoi. De son côté, le Vietminh, entré dans la clandestinité, crée dans sa base de repli du Haut-Tonkin un « fantôme » de la faculté de médecine de Hanoi où des étudiants en médecine sont instruits dans des conditions très précaires (A. Rivoalen). En septembre 1947, la faculté de médecine rouvre ses portes avec un nombre réduit d’étudiants. Pierre Huard, avec ses amis

Auguste Rivoalen et Marcel Montagne, s’attache à la faire revivre. Sous son énergique impulsion, les services cliniques reprennent une activité satisfaisante, tant à l’hôpital Yersin qu’à l’hôpital René Robin de Bach-Mai : « *Chacun s’efforce de remettre à flot un bâtiment malmené par une récente tempête* » (A. Rivoalen). La faculté mixte de médecine et de pharmacie atteint rapidement un effectif voisin de 300 étudiants.

Le doyen Binet, de la faculté de médecine de Paris, encourage les efforts de la faculté de Hanoi, sa lointaine filiale. Des professeurs venus de France assurent des missions temporaires afin de suppléer aux manques existant dans certaines spécialités. Éloigné des mondanités traditionnelles de la vie coloniale civile et militaire, Huard est devenu un personnage de premier plan. Par sa connaissance profonde de la mentalité du peuple vietnamien, il va devenir un intermédiaire indispensable entre les communautés française et vietnamienne devenues belligérantes. La guerre qui s’est enclenchée

² Homère, *L’Iliade* (chant II), traduction de Philippe Brunet, Éditions Le Seuil, 2010, p. 77,

³ La mort du cerf ami de Cyparissos, à la peine éternelle, valut à celui-ci d’être transformé par Apollon en cet arbre imputrescible-symbole de mort et ornant les cimetières (Jacques Lacarrière, *Dictionnaire amoureux de la Grèce*, Éditions Plon, 2001, p. 202)

est cruelle, les succès tactiques alternent avec des revers.

Dans les deux camps, les prisonniers sont nombreux. Huard va utiliser son charisme pour aider les prisonniers de guerre français détenus par le Vietminh. Ce rôle d'homme de bonne volonté n'est pas toujours compris de certains éléments de la société française coloniale. Derrière un masque d'impassibilité, Pierre Huard est profondément meurtri que l'on puisse mettre en doute son patriotisme ; homme de devoir, il ne modifie pas pour autant sa ligne de conduite. Huard pense, comme l'avait jugé le général Leclerc en 1946, que les événements dont il est le témoin en Indochine depuis la reddition des Japonais, ne sont pas seulement le fait « *d'agrés menés par des agitateurs communistes* », mais correspondent à un profond sentiment de fierté nationale ; pour lui, la seule chance de la France de pouvoir se maintenir dans le futur en Indochine est de gagner l'appui de la jeunesse intellectuelle vietnamienne qu'il connaît bien. Max Clos écrit : *Il est simultanément accusé par les Français d'être pro-Vietminh et par les Vietminh d'être le type le plus dangereux du colonialisme car, dit un texte communiste, il encourage les jeunes intellectuels à se regrouper dans une association anti-vietminh... »*

Le 2 octobre 1947, le général Raoul Salan, commandant les troupes françaises en Indochine Nord, lui fait délivrer, en tant que président de la Croix Rouge Française, un laissez-passer pour se rendre « au pont du canal des Rapides » et remettre aux représentants de la « Croix Rouge rebelle » des colis et des médicaments destinés aux prisonniers français. Le 10 février 1949, dans la pagode de Chau-Phan, à proximité des Sept-Pagodes, il négocie et obtient la libération de 250 blessés. A son arrivée, un peloton Vietminh lui rend les honneurs militaires.

En octobre 1950, la guerre prend un tournant décisif. Bénéficiant de l'appui du gouvernement communiste chinois, le Vietminh inflige une lourde défaite aux Français à Cao-Bang et sur la route coloniale n°4. Huard, président de la Croix-Rouge française, tente dès le 10 octobre de se rendre avec 7 camions dans le territoire conquis par l'adversaire, la route lui est barrée (Georges Brouardel : bulletin de l'Académie nationale de médecine, tome 134 p. 703). Le 18 octobre, Huard peut se rendre par avion à Thât-Khé, à 200 Km au Nord-est de Hanoi. Le docteur Nguyen Thuc Mau, « *délégué de la Croix Rouge vietnamienne de la République démocratique du Vietnam* » signe le procès-verbal qui assure la remise *par mesure de clémence* au « *docteur Huard, médecin-colonel* », d'un contingent de 85 militaires blessés prisonniers de guerre (document Huard). Puis une navette aérienne évacue sur les formations sanitaires d'Hanoi 137 nouveaux blessés. Quelques jours plus tard, son avion, dans l'obligation de voler très bas pour rejoindre Thât-Khé, subit plusieurs mitraillages de

la DCA Vietminh. Huard est autorisé à faire évacuer 100 autres blessés. En reconnaissance de cette action, la Croix-Rouge française lui décerne le 3 novembre 1950 sa plus haute récompense en lui remettant sa grande médaille d'honneur avec palme de vermeil.

La guerre d'Indochine se poursuit. Malgré les victoires de Vinh-Yen en janvier 1951, et de Dong-Trieu en mars 1951, emporté par le général De Lattre-de-Tassigny, l'issue en est de plus en plus problématique. La guerre d'Indochine s'éternise et épuise les finances de la France malgré l'aide matérielle des États-Unis. Les pertes en hommes sont importantes. L'opinion publique française est soit indifférente soit, poussée par le puissant parti communiste français, franchement hostile. Les dirigeants politiques veulent en finir mais négocier en position de force.



*Pierre Huard (au centre)
entre deux négociations avec le Viet Minh*

Dans ce but, les stratèges français confiant dans la valeur de leurs moyens aériens choisissent la cuvette de Dien-Bien Phu afin d'attirer loin de ses bases le corps de bataille vietminh et le détruire. Ce sera une erreur fatale. Huard, conscient de la situation de nos soldats pris au piège, écrit dès avril au président de la Croix-Rouge française pour lui faire part de ses inquiétudes ; celui-ci lui fait savoir en retour le 4 mai qu'il a demandé à Croix-Rouge internationale à Genève d'entrer en contact avec les représentants Vietminh. Dien-Bien Phu tombe après une résistance héroïque le 7 mai 1954. Dans les suites de la bataille perdue, Pierre Huard, nommé délégué du commandement français et accrédité par le C.I.C.R., reprend ses galons de médecin-colonel. Il est chargé d'entrer en contact avec l'adversaire pour essayer de recouvrer les blessés et malades du corps expéditionnaire. La mission médicale française qui se rend par hélicoptère à Dien-Bien Phu est composée du médecin-colonel Pierre Allehaut (directeur du service de santé-air), du médecin-lieutenant-colonel Claude Chippaux (chirurgien consultant), et de Pierre Huard, doyen de la faculté de médecine de Hanoi. Le rôle de Huard est déterminant. À l'arrivée, Huard est seul reçu par les autorités Vietminh. « *En pénétrant*

dans la salle de réunion, j'ai vu les délégués Vietminh assis derrière une longue table. A mon étonnement, ils se sont levés en même temps en me saluant en français : Bonjour, Monsieur le professeur ! A ce moment j'ai reconnu qu'ils étaient mes anciens élèves de la faculté de médecine de Hanoi ; parmi eux il y avait un certain Tong Tha Tung » (Huard). Jusqu'au 26 mai,

Pierre Huard, alors âgé de 53 ans, ayant séjourné sans interruption en Indochine depuis 1940, vint chaque jour veiller à l'évacuation des blessés. « Chaque matin vers 10 h, le professeur Huard [...] quitte Hanoi, arrive à Luang-Prabang vers midi et repart aussitôt en hélicoptère pour Dien-Bien Phu où il surveille l'embarquement des blessés. De retour à Luang-Prabang vers 19 heures, il n'est jamais rentré à Hanoi avant 23 heures ou minuit après avoir effectué des voyages pénibles à travers les orages de la mousson » (Max Clos).

Le 22 juin 1954, l'Académie de médecine, pleinement consciente de la signification historique de l'événement, salue par acclamations l'action menée par Pierre Huard. Le secrétaire perpétuel, A. Maudoin, lui adresse un message de félicitation et lui demande de le transmettre à tous les membres du corps de santé qui avaient contribué au sauvetage des blessés et malades récupérés. En récompense des services rendus, le général Cogny remet à Huard la cravate de commandeur de la Légion d'honneur.

Le 21 juillet 1954, la conférence de Genève se termine et avec elle la guerre franco-vietnamienne. Alors que le corps expéditionnaire français commence à évacuer le Tonkin, le général Ély, nommé commissaire général et commandant en chef des forces françaises en remplacement du général Navarre, demande au professeur Huard de rester à Hanoi afin d'y maintenir une présence culturelle et scientifique française.

Les choses ne seront pas simples. Huard écrit : « L'avenir de notre culture est lié à un substratum matériel minimum faute duquel il n'y a aucune chance de la voir persister ici.... Dans ces conditions, j'ai cru devoir laisser dans les services de clinique, le matériel indispensable au traitement correct des malades. Dans les laboratoires et bibliothèques, les doubles et le matériel courant ont été laissés de façon à ce que[...] l'enseignement ne puisse pas être mis dans l'impossibilité de fonctionner après notre départ ».

Mais le climat politique se dégrade rapidement et il ne peut rester à Hanoi : « Les intellectuels avaient fait

place aux doctrinaires de la Révolution ». Huard reste encore quelques temps en Indochine ; à Saigon il aide le gouvernement du Sud-Vietnam à réactiver la faculté de médecine du Sud-Vietnam qui avait été ouverte en 1947 à son initiative. Pour les Français, l'aventure coloniale indochinoise qui avait débuté en 1859 par la prise de Saigon à l'occasion de la seconde guerre de l'opium avec la Chine impériale, s'était achevée à Dien-Bien-Phu. Au Sud de l'Indochine, la présence médicale française n'est plus représentée que par l'hôpital Grall et par les deux Instituts Pasteurs de Nha-Trang et de Da-

lat, des établissements qui continuent à fonctionner avec des médecins militaires français hors-cadre. En décembre 1955, le médecin-colonel Pierre Huard, ex-doyen de la faculté de médecine de Hanoi, est rapatrié et affecté pour ordre au dépôt des isolés des troupes de marine de Paris. Sa citation à l'ordre de l'armée, le 17 décembre 1956, fait un résumé de sa carrière militaire en Indochine :

« Après avoir consacré de nombreuses années à l'ensei-

gnement de la médecine et au rayonnement de la science française en Extrême-Orient, a mis, lors de la campagne d'Indochine de 1946 à 1954, son expérience et ses brillantes qualités au service des blessés, des prisonniers et des internés. Bravant les dangers et les difficultés, affrontant parfois les violentes réactions de la DCA adverse, a accompli vingt-six missions au-dessus des zones de combats. A en particulier mené à bien le rapatriement depuis les régions occupées par l'adversaire, de huit cents cinquante blessés et de trente-cinq malades en mai 1954 et de cent-quarante-trois blessés en septembre. Sur les instances du gouvernement français, a accepté de rester à Hanoi après l'évacuation, en octobre 1954.

S'y est maintenu jusqu'à l'extrême limite, permettant aux institutions scientifiques du Nord-Vietnam de poursuivre leurs activités humanitaires. A constamment manifesté les plus belles qualités de courage et d'abnégation. S'est ainsi acquis des droits à l'admiration et à la reconnaissance de ceux pour lesquels il n'a cessé de se dévouer ».

Admis à prendre sa retraite, il est promu médecin général dans la deuxième section des cadres des officiers généraux pour prendre rang au 1^{er} février 1957 (décret du 31 janvier 1957) et il reçoit la médaille d'or du service de santé militaire. Une nouvelle carrière commence



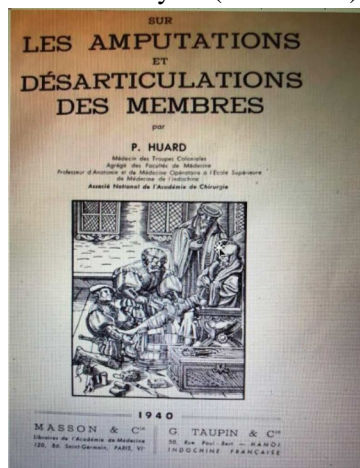
alors pour Pierre Huard. Professeur-agrégé d'anatomie des facultés de médecine françaises depuis 1936, il est nommé en avril 1956 à la faculté de médecine de Rennes. De retour en Armorique, 36 ans après avoir quitté Brest, il n'oublie pas l'Asie et fait paraître un ouvrage remarqué par la critique littéraire ayant pour titre « *Chine d'hier et d'aujourd'hui* ». Huard réalise une synthèse des travaux anthropologiques faits en Indochine depuis 1875, auxquels il avait si souvent contribué. Huard, qui avait connu l'Afrique noire en 1940 dans les circonstances que l'on sait, répond à nouveau à l'appel des tropiques.

Le professeur Huard, Recteur de l'académie d'Abidjan (en toge, deuxième à gauche), (DR)



Le président de la côte d'ivoire, Houphouët-Boigny, ancien médecin africain sorti major de l'École de médecine de Dakar, créée en 1919 par les médecins coloniaux français, lui demande de venir occuper le poste de recteur de la jeune université d'Abidjan (1963-1965). Sous son mandat est créée l'Université de Lomé au Togo dont il confie la tâche au professeur Johnson, un de ses meilleurs collaborateurs africains. De cette expérience africaine sort en 1981 un livre qui traite des problèmes de la santé publique dans les pays en voie de développement et des conséquences économiques qu'ils entraînent.

En 1966, dix ans après avoir quitté l'Indochine, la carrière ultra-marine de Pierre Huard prend définitivement fin. Il est nommé professeur à la faculté de médecine de Paris où il occupe la chaire d'anatomie de Cochin-Port Royal (1966-1973). L'esprit toujours en éveil, informé des derniers progrès de la médecine, il est le précurseur d'une anatomie radiologique en créant à l'hôpital Cochin un certificat de radio-anatomie. Il considérait en effet que l'anatomie n'était pas une discipline descriptive autonome et qu'elle avait une place essentielle dans



toutes les spécialités médico-chirurgicales. Les activités de Pierre Huard s'intensifient et connaissent un es-

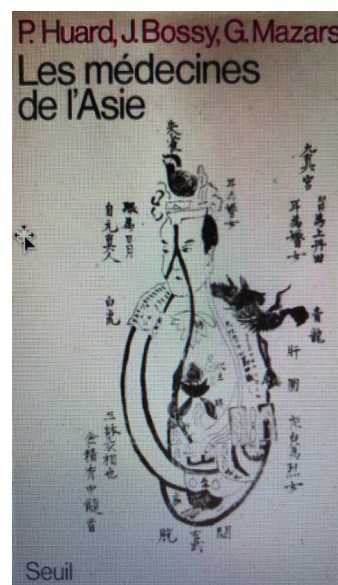
sor impressionnant. Ses connaissances et son rayonnement dans les milieux spécialisés lui valent d'être le président de la société d'anthropologie de Paris. En 1971, l'Université Paris V le sollicite afin qu'il occupe le poste de directeur de l'UFR des Saints-Pères et que vive cette jeune faculté.

Devenu président de la société française d'histoire de la médecine, il occupe aussi la chaire d'histoire de la médecine de la faculté de médecine de Paris. Ces ouvrages historiques sont très nombreux et richement illustrés. Au tour d'une thématique anatomique, Pierre Huard est amené à traiter de l'évolution des sociétés dans lesquelles l'art de guérir a évolué. On peut les classer en deux catégories : ceux qui ont trait à la

société orientale et ceux qui se rapportent à la société occidentale. Dans la première catégorie on trouve : « *La médecine chinoise au cours des siècles* » en 1948, « *Connaissance du Vietnam* » en 1954, « *Chine d'hier et d'aujourd'hui en 1960* », « *Panorama de la médecine japonaise traditionnelle* » en 1963, « *La médecine japonaise des origines à nos jours* » en 1974, « *Les médecines de l'Asie* » en 1978.

Dans la deuxième catégorie se placent les ouvrages qui traitent de la médecine et de la chirurgie dans le monde occidental : « *Mille ans de chirurgie en occident* » en 1966, « *Léonard de Vinci, dessins anatomiques ; anatomie artistique descriptive et fonctionnelle* » en 1968, « *La chirurgie moderne : ses débuts en occident aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles* » en 1968, « *Sciences, médecine, pharmacie de la Révolution à l'Empire (1789-1815)* » en 1970, « *André Vesale : iconographie anatomique* » en 1980.

Par ses écrits Pierre Huard a contribué puissamment à faire une place à toutes les médecines issues des différentes cultures humaines et il a porté son attention sur les échanges que ces médecines eurent entre elles. Pour enrichir cette voie, il s'est efforcé de promouvoir la multidisciplinarité en favorisant des contacts entre les spécialistes sinisants, indianistes et arabisants (Pierre



Thillaud). Il s'est voulu avant tout un passeur de connaissances dans une dimension universelle.

Malgré ses titres et une éblouissante carrière, l'homme était resté très accessible. Les médecins d'Indochine et d'ailleurs, réfugiés en France, qu'ils aient été ou non ses anciens élèves, trouvaient auprès de lui des encouragements et de bons conseils. Membre titulaire de l'Académie nationale de médecine, président de la société d'anthropologie de Paris, Pierre Huard a laissé plus de 900 articles et 35 ouvrages scientifiques. La multiplicité, la variété, la richesse des travaux de Pierre Huard ont fait l'admiration du grand historien de la médecine Grmek, donnant « l'impression d'être l'œuvre de plusieurs vies. »

Telle fut la vie de Pierre Huard, travailleur infatigable. Médecin colonial représentatif d'une époque, il fut plein de respect pour les formes de pensée et les modes de vie des autres civilisations. Soldat, il montra son courage dans les moments les plus difficiles de l'histoire de notre pays. Enseignant, son œuvre restera dans l'histoire de l'Indochine devenu le Vietnam. Fidèle à son passé et à ses amis, il demeura attaché aux traditions militaires et aux valeurs morales qu'elles symbolisaient. Ses proches se souviennent qu'il aimait dire : « Une belle vie n'est autre que la réalisation des rêves de jeunesse. » Assurément il eut une belle vie.

MC(h) Armand Héraut

Justin Godart (1871-1956), hors la Grande Guerre⁴

Lorsqu'à pied on quitte la rue des Saints-Pères pour le quai Voltaire, à Paris (VI^{ème}), et qu'on traverse la chaussée pour le trottoir qui borde la Seine, on se trouve au coin du pont du Carrousel, sur un espace large, vide et venteux, qu'une plaque, plantée en son plein milieu, nomme "place Justin-Godart". Aucune habitation ne la limite.

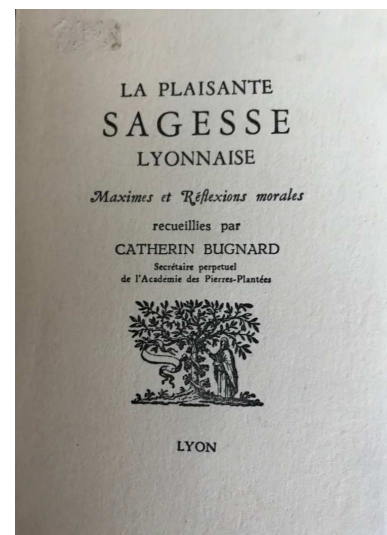


Elle est face au n°1 du quai, proche de la maison natale

d'Anatole France et, en aval, de celle où mourut Voltaire : entre les deux, Justin Godart avait son pied-à-terre. Ce "non-lieu" – comment le désigner, sinon ? – honore un grand serviteur de l'État. Nous le connaissons exceptionnel sous-secrétaire d'état au service de santé militaire (SSM), du 1^{er} juillet 1915 au 1^{er} février 1918 : par lui, la glorieuse participation du SSM à la victoire de 1918 vaut à l'actuel SSA sa relative autonomie technique et hiérarchique, et sa modernité. En 1916 il avait décidé la création et le développement de notre musée au Val-de-Grâce. Mais quand il n'était pas à la guerre, que faisait-il ?

« Justin Godart, Lyonnais ! »

Ainsi aimait-il se présenter. Né à Lyon en 1871, ce *gone* issu d'un milieu modeste du quartier des Brotteaux, est docteur en droit et avocat. Toute sa vie il se montre humain, organisateur et médiateur de choix ; éclectique jusqu'à parfois déconcerter. Membre du parti radical socialiste, conseiller municipal de Lyon, adjoint au maire (Victor Augagneur) en 1904, il est dans le sillage d'Édouard Herriot dont il sera l'un des ministres. Les problèmes sociaux (en 1899, sa thèse de droit porte sur « l'ouvrier à soie »), la santé publique, plus tard les peuples en difficultés puis en mal d'indépendance, ou les réfugiés, seront sa préoccupation dans sa ville, l'hexagone et au-delà des frontières. Il participe à une bonne trentaine d'œuvres de bienfaisance, comités de soutien et associations nationales ou internationales.



Au conseil municipal, chargé du tout jeune enseignement professionnel, il favorise la création d'un *Office social*, centre de documentation et d'entraide. Engagé en 1892 dans le *Mouvement coopératif*, dont Lyon est le chef de file français depuis la révolte des Canuts (1831-32), étudiant, il favorise la transformation du *Cercle éducatif de Vaise* qu'il a créé, en coopérative (1892). Il poursuivra au moins jusqu'en 1924, joignant dans ses efforts la *Mutualité* et les *Sociétés de consommateurs*. En 1934, il aidera à la sauvegarde de l'industrie de la soie, en particulier à Lyon.

⁴ Justin Godart, un homme dans son siècle (1871 – 1956), sous la direction d'Annette Wiewiorka, CNRS éditions (un volume), 2004, 261 pages

Cet homme de progrès, jamais sectaire, est un conservateur attaché aux traditions (il fonde et préside la *Société des amis de Guignol*), et créateur de « **lyonnitude** » selon le beau mot de Bruno Benoît (*in I*), cette identité culturelle, économique et politique venue des origines lointaines de la ville, contraire à la centralisation opérant en France depuis le Moyen-Âge. Il multiplie travaux et articles sur l'histoire lyonnaise. Son dernier opus (1951), est pittoresque et savoureux : « *La plaisante sagesse lyonnaise* », signé par Catherin Bugnard (lire Justin Godart), secrétaire perpétuel de l'*Académie des pierres plantées* qu'il a fondée en 1920 dans la lignée de celle du Gourguillon, disparue, « sa fille respectueuse quoique non reconnue », préfacée par « *Un de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts* » de Lyon.

Collectionneur, il offre (1953) ses collections au *musée Gadagne d'histoire lyonnaise*, qu'il a conçu dès 1902 ; après sa mort ses filles lui donneront ses archives et sa bibliothèque. En 1950, il s'associe à la création, au même palais Gadagne, du *musée de la marionnette* en lui confiant figurines et documents. Il veille aussi sur les collections des Hospices civils de Lyon.

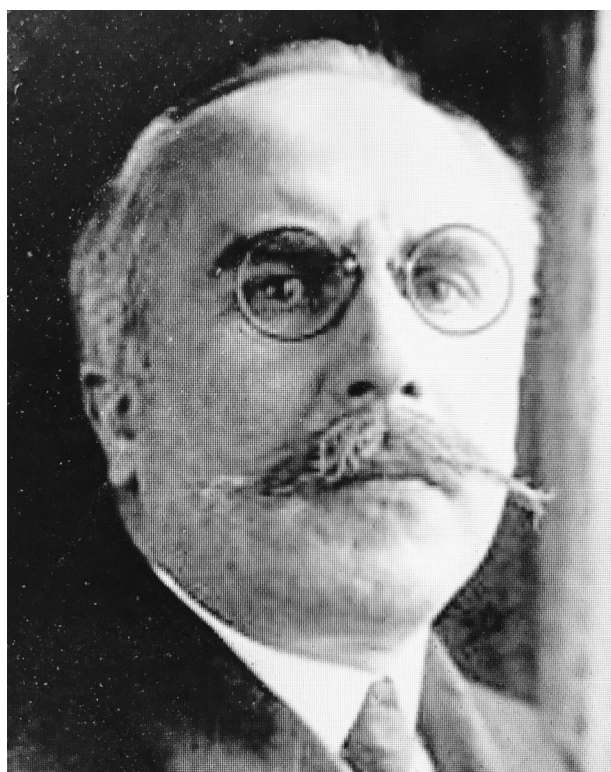
Justin Godart, national

Libre penseur, positiviste et scientifique, il défend la loi de séparation des églises et de l'état. Élevé à l'école catholique, athée, tenant du monopole laïc de l'enseignement, il préside les *Œuvres hospitalières de l'Ordre de Malte* (1927-1956) : écartèlement, contradiction ? Plutôt humanité et ouverture d'esprit. Attaché aux droits de l'homme et des peuples, il fustigera les accords de Munich. Justice sociale, liberté, respect de la vie, progrès de l'humanité, paix universelle sont ses guides, sans candeur particulière.

Député (1906-1926), puis sénateur du Rhône (1926-1940), il quitte la Chambre pour s'engager dans la Grande Guerre comme infirmier, avant d'être nommé sous-secrétaire d'État au SSM en février 1915. Il se consacre à la santé, à l'hygiène et aux handicapés dès la guerre, puis dès la paix revenue. Préoccupé du droit *au* et *du* travail, il fait introduire dans le traité de Versailles une législation internationale du travail ; quand sont créés l'*Organisation* puis le *Bureau international du travail*, il y représente la France jusqu'en 1950. Il rapporte ou défend de nombreux projets de loi visant

l'amélioration des conditions de travail et le *progrès social* (*réduction de la durée du travail, régulation du travail de nuit, ou participation des travailleurs aux bénéfices, etc...*). Ensuite c'est le *logement social* (*Habitations Bon Marché, futures HLM*), l'*habitat insalubre* et les *assurances sociales* (1928) : il n'hésite pas à voter avec les socialistes ou les communistes. À la Chambre, il travaille en *commissions techniques*, préside celle du travail en 1925 ; *au sénat*, il siège à la *commission* des douanes, puis de l'hygiène, de l'assistance, assurance et prévoyance, du commerce, du travail, des postes, de la réforme de l'État... Il dépose ou rapporte des lois sur la *déclaration obligatoire de la tuberculose* (vive opposition des syndicats médicaux...), la *prostitution*, la *prophylaxie antivenérienne*, l'*assistance maternelle*, etc...

Il est **ministre** dans deux gouvernements d'Édouard Herriot : en 1924-25, *du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales*. Sa politique est entravée par les arrangements politiques et le poids croissant des municipalités dans la gestion de l'assistance ou de l'hôpital ; l'adjonction du *travail* à ses responsabilités l'occupe bien davantage qu'*hygiène, assistance et prévoyance sociales*. Brièvement en 1932, il l'est de *la santé publique*. Face à ses ambitions initiales, il se contentera de l'*Office national d'hygiène sociale (ONHS, 1924)*, créé grâce à la fondation Rockefeller, privilégiant la lutte antituberculeuse et le jeune BCG.



Justin Godart (DR)

Il met en place, pour l'essentiel, les *inspections départementales d'hygiène* (renforçant le statut des médecins fonctionnaires), et des *dispensaires*.

La ligue franco-anglo-américaine contre le cancer : devenue **Ligue française contre le cancer** en 1927, il la fonde le 14 mars 1918, avec une centaine de personnes dont le docteur Nicole Girard-Mangin qui s'imposa à la Grande Guerre sur le front. Conseillé en particulier par Claudius Régaud, histologiste lyonnais, directeur (1913) de la section biologique de l'Institut du radium, cancérologue après-guerre, il y est poussé par le nombre de cancers apparus chez des centaines de combattants, dont les veuves, liant la maladie aux traumatismes subis au front, réclament pension. Il la préside, la fait reconnaître d'utilité publique en 1920 et fonde (1935) l'*Union internationale contre le cancer*. Au travers de l'ONHS et d'innovantes causeries radiophoniques, il

défend l'intérêt de son diagnostic précoce. En 1932, ministre, il équipe en appareils de la jeune radiothérapie les centres anticancéreux de Paris (Institut Curie), Villejuif, Lyon, Strasbourg et Lille.

La construction de l'hôpital/fondation Foch de Suresnes. Son ami depuis la guerre, l'Américain Bernard Flurscheim, lui soumet (1926) le projet d'une clinique (350 chambres individuelles) destinée aux classes moyennes, et d'une école d'infirmières : la *fondation Foch*, soutenue par une souscription, sera déclarée d'utilité publique fin 1929. La première pierre est posée à Suresnes en mars 1933, mais les ennuis financiers retardent l'inauguration à 1936.

Réquisitionnée (1939) par le SSM, elle est occupée (été 1940-janvier 1944) par le service sanitaire allemand qui fuira à Garches les bombardements alliés (hôpital Raymond Poincaré dont les services intègrent Foch). À la Libération, L'APHP, le SSM et la fondation se déchirent la propriété ; le parti communiste (PCF) orchestre une violente campagne contre Justin Godart et la fondation. En juillet 1947 sont enfin rendus à la fondation sa propriété, ses droits d'avant-guerre et sa vocation à la classe moyenne. Le legs d'une américaine mariée à Edmond de Polignac, les indemnités de réquisition obtenues des occupants successifs et les dommages de guerre, tous versés grâce à Godart, lui permettent de procéder à l'extension et à la remise en état.

La sexologie, dans les années 30, intéresse Justin Godart et des médecins comme Édouard Toulouse psychiatre, eugéniste et hygiéniste, non pour l'épanouissement personnel comme aujourd'hui, mais en faveur d'un eugénisme positif prétendant « améliorer la race » et édifier un monde meilleur, et non pas un eugénisme négatif (élimination des indésirables : « *L'homme cet inconnu* » d'Alexis Carrel), dont on vit l'usage chez les nazis : engagement de Godart intolérable *a posteriori*, mais assez répandu alors.

Il est élu en 1939 à l'Académie de médecine pour ses actions en santé publique et hygiène depuis 1915, sexologie et eugénisme inclus.

L'accueil, la défense et le secours des réfugiés : de 1933 à 1939, il s'active aux comités successifs d'accueil des réfugiés, essentiellement juifs de l'Est (pendant la Grande Guerre, il s'était lié d'amitié aux frères Assher qui l'initièrent au *sionisme* et installèrent à sa demande des *ateliers de rééducation fonctionnelle et de travail adapté* pour mutilés). Il s'oppose à l'administration respectueuse des impératifs et des choix légitimes de l'état souverain : avec des personnalités de tous horizons, il tente d'organiser l'arrivée massive de ces européens de l'Est. Nombre d'étrangers et apatrides sont expulsés ou emprisonnés ; l'urgence de Godart est aux « sans-papiers » (déjà !), censés être orientés vers des colonies agricoles en métropole (critères d'accueil très

restrictifs), l'étranger (Palestine, Amériques, etc) ou nos colonies.

L'œuvre de secours aux enfants (OSE), née en 1912 en Russie, enfuie en 1923 à Berlin, puis à Paris en 1934, crée son *comité français* en 1933, présidé par Justin Godart. Il défend sans succès l'intégration des médecins juifs allemands (diplôme non reconnu), afin qu'ils s'occupent des enfants réfugiés. Comités, OSE et lui, échouent à faire adopter un statut légal pour les juifs de l'Est. Godart s'indigne (mars 1936), que, sur 26 000 réfugiés juifs allemands venus en France en 1933, 19 000 aient dû la quitter faute d'un droit permanent de séjour. Jean Zay lui déclare que sa proposition « va être étudiée ». Quand s'ajoutent les réfugiés autrichiens, Sarraute limite aux seuls réfugiés *déjà* en France le travail en colonies agricoles.

L'OSE organise l'éducation physique et morale, une instruction adaptée des enfants réfugiés, internes dans divers foyers répartis sur le territoire (Ile-de-France ; province surtout), avec scolarisation en école communale ou dans le foyer. Des soins ciblent les conséquences de la terreur ou l'angoisse des enfants. Ils y sont cachés jusqu'à la dissolution (1944). Godart est au cœur de l'aide humanitaire jusqu'à la fin de la guerre.

La Résistance : il refuse les pleins pouvoirs à Pétain le 10 Juillet 1940, comme 80 parlementaires (Herriot s'abstient...) et dénonce « la liquéfaction du pays devant l'ennemi » ou l'échec des « partis (qui) ne lui ont donné aucune armature. » Il tente à Vichy des démarches en faveur des juifs. Il avait défendu (juin 1940) le vote des femmes et « le vote obligatoire sous peine de suppression définitive des droits civiques et politiques », réclame, face au bolchévisme, au national-socialisme, au fascisme, « un régime à la manière française. » Retiré à Pommiers en Beaujolais, il appelle clandestinement (juillet 40) à « l'action réparatrice et créatrice », déclare à la *Société des sciences et belles-lettres du Beaujolais* (novembre 40), qu'il « n'y a de salut (...) de consolation que dans l'action ».

Signalé par le préfet comme « franc-maçon et défavorable au gouvernement », antimunichois et antinazis, connu pour ses amitiés juives, il cache dans sa maison de Pommiers, bastion de Résistance, des juifs, dont Louis Assher, et l'argent qui permettra à beaucoup d'autres de survivre. Godart participe (dès l'été 41 ?) à un groupe de résistants communistes et non-communistes, devenu le Front national (FN, avril 43), l'alliance du parti communiste (PCF) représenté par les Francs-Tireurs et partisans (FTP) et d'individus décidés. Il préside le FN Sud, participe aux instances d'un mouvement de Résistance juive, et par souci d'unité, fait le lien avec d'autres. Il rédige (mai 44) un appel à la « Guerre nationale de libération, guerre sainte », suivis de nombreux autres (été 44). Maire de Lyon après la Libération, il démissionne du parti radical socialiste

(octobre 45, peut-être parce qu'il avait dû céder son siège lyonnais à Herriot), fidèle au FN (disparu en 1949) et au double esprit républicain et de Résistance. Il s'en tiendra alors à l'action sociale, au sionisme, plus à la politique, sauf concernant l'Indochine.

Godart citoyen du monde ?

Son ouverture aux autres, aux difficultés des hommes et des peuples, son universalisme, son rêve de paix par le Droit (Société des Nations), en ce début de XXème siècle, sont marqués de la fin de la guerre des Boers, des conflits russo-japonais et balkaniques, de la Grande-Guerre, et bientôt des violences européennes précédant la Seconde guerre mondiale, ou des heurts dans les colonies (en bon radical socialiste, il est encore favorable à une "colonisation laïque et émancipatrice"). Dans la jeune et fragile *Albanie* indépendante, il préside la *Commission internationale d'enquête pour violation des lois de la guerre par les combattants* (1913) ; il y retourne chaque année de 1921 à 1925, en 1927 et 1937 quand la convoient la presque aussi jeune Yougoslavie, les Grecs et surtout les Italiens qui finiront par l'occuper (1939) : on l'y dit « plus albanais que les Albanais ». L'*Arménie*, un bref instant indépendante, est aux prises avec Kémalistes et Bolcheviks : il ne s'y rend pas mais défend âprement les Arméniens et leur culture.

Son intérêt pour le *sionisme* se matérialise en 1926, contre l'oppression de la diaspora juive. La création de *France-Palestine* pallie les difficultés de la France dans son mandat au Moyen-Orient, qui peut ainsi s'appuyer sur les Juifs de Palestine. Il fonde et préside la *Chambre de commerce franco-palestinienne* (1927), va en Palestine en 1929, y soutient les Juifs en délicatesse avec le mandat britannique (1931), préside le *comité de défense des droits des Israélites en Europe centrale et orientale* et y fustige Français et Britanniques pour leur attitude restrictive, inaugure le pavillon de la Palestine à l'Exposition universelle de 1937, intervient au congrès sioniste de Genève le 16 août 1939, au moment où est signé le pacte germano-soviétique... Puis cache ou sauve, pendant la guerre, enfants et adultes juifs.

Après-guerre, il défend la création de l'état d'Israël aux côtés du PC (1948), lequel change d'avis les années suivantes, aligné dans les deux cas sur Staline, mais pas Godart. Alors président du *comité français pour la défense des immigrés* d'obédience communiste, il est conseiller spécial du gouvernement israélien, reçu avec enthousiasme en Israël (1951). Le couronnement de son

action en faveur des Juifs débute à la Libération avec son appui au *Centre de documentation juive contemporaine* (CDJC) né en 1943 dans la clandestinité : il facilite à Léon Poliakov la récupération, à la Sûreté nationale, d'archives des SS pour la publication d'ouvrages historiques. Il est déterminé à ériger à Paris, avec Isaac

Schneersohn, le *Tombeau-mémorial de la Shoah*. Inauguré deux mois avant la mort de Godart en décembre 1956, il fut sa dernière œuvre. Justin Godart et sa femme recevront à titre posthume la médaille de « Juste parmi les Nations » en 2004... En cette période où l'antisémitisme fleurit honteusement en France, favorisé par le communautarisme, voici qui mérite d'être rappelé.



Mémorial de la Shoah à Paris : à droite, son mur des Justes où figurent Justin et Louise Godart depuis 2004.

Le douloureux problème de l'Indochine : la mutinerie et le soulèvement de Yen-Bay (1930), fomenté par le parti nationaliste vietnamien, font découvrir l'Indochine à Godart que Léon Blum, président du conseil (Front populaire) enverra en inspection sur place (1^{er} janvier-14 mars 1937). Il y rencontre Français et surtout Indochinois, ceux-ci très encadrés par nationalistes, communistes, trotskistes. Son rapport, fait le panégyrique de l'action française en Indochine, mais soulève quantités d'erreurs de jugement (« il n'y a pas, dit-il, d'unité annamite », ce qui limitera l'action ultérieure de Bao Daï, mais Tonkinois au nord, Annamites au centre et population de Cochinchine au sud) ou de comportement : esprit raciste, misère des populations et absence de réforme agraire profonde, omniprésence de la Sûreté et de sa force de police. Ainsi alerté, le gouvernement semble vouloir faire marche arrière, mais retrouve très vite la méthode répressive.

Après la Seconde guerre mondiale, l'Union française regroupe, pour la métropole, des opposants au changement, d'autres favorables à de lentes modifications sous tutelle française, les derniers à l'émancipation sans rupture avec la France. Mais le 2 septembre 1945, à Hanoï, Ho Chi Minh proclame unilatéralement l'indépendance du Vietnam, première apparition de ce nom, uniformisant le pays et faisant disparaître de fait le patronyme distinguant les trois populations du nord, du centre et du sud. À l'été 1946, Ho Chi Minh fait un voyage officiel en France : de très nombreuses personnalités de gauche, dont beaucoup de communistes et leurs compagnons de route, et certaines au centre ou à droite (François Mau-

riac, Robert Debré, Emmanuel Mounier, Maurice Schumann...) fondent ou parrainent l'*Association France-Vietnam* que préside.... Justin Godart, qui fait l'unanimité de l'échiquier politique. Il est l'ardent défenseur de l'entente avec la République démocratique du Vietnam (RDV) et son président ; puis, affirmant le droit à l'indépendance de ce jeune pays, glisse progressivement vers le soutien de cœur au Vietnam d'Ho Chi Minh et lutte pour l'arrêt du conflit (1947-1953) en pleine guerre froide.

Les observateurs s'accordent pour saluer l'ouverture d'esprit et l'humanité de Justin Godart ; ils n'en font pas un compagnon de route du PCF, même si certaines de ses positions politiques, après 1946 surtout, sont parallèles à celles du PCF. Ils lui accordent de n'être jamais passé sous sa coupe, d'avoir tenu bon avec sa riche expérience, son prestige et sa viscérale indépendance de caractère ou d'intelligence.

Ses prises de positions *a posteriori* incritiquables, aussi douloureux que nous soit le passé qu'elles évoquent, l'Indochine notamment, furent courageuses et déterminées, sans compromission, dominées par un sens profond de l'État et la considération des peuples, peut-être dans la veine – sans le martyre personnel – de ceux d'un Jean Moulin : que Justin Godart figure à jamais dans le Panthéon de notre service de santé des armées.

François Eulry

Mai 1871 : des obus sur le Val-de-Grâce,



ou un dôme peut en cacher un autre

Le lundi 22 mai 1871, les troupes de l'Armée versaillaise lançaient leur attaque pour reconquérir Paris, que la Commune administrait depuis mars. Jusqu'alors, l'hôpital militaire du Val-de-Grâce avait été épargné par les

tragiques événements que vivait la capitale et poursuivait ses activités dans un calme relatif. Le seul contact avec les autorités de la Commune se réduisait à la fourniture d'un état récapitulatif journalier des lits occupés (1), et le seul incident notable avait été la recherche par des gardes nationaux d'éventuelles armes stockées dans les carrières souterraines accessibles depuis l'hôpital.

A cette date, le médecin en chef de l'hôpital est le médecin principal de 1^o classe Rodolphe Mounier (2) et la gestion en est assurée par l'officier d'administration principal du service des hôpitaux Eugène Capuran (3).

Après un mardi 23 mai encore tranquille, les troupes régulières de l'armée de Versailles entrent dans Paris par le sud le mercredi 24 au matin. Une partie d'entre elles entame sa progression vers la Seine depuis la porte de Versailles en prenant comme objectifs le Luxembourg et le Quartier latin.

A partir de 9 heures, des obus commencent à tomber sur l'ensemble hospitalier du Val-de-Grâce, par salve de deux toutes les dix minutes. On en dénombre ainsi quatre-vingt dans la journée, dont la plupart tombent dans les jardins, les cours ou frappent les murs. On relèvera surtout un commencement d'incendie dont l'origine fut la chute d'un obus qui, ayant crevé le toit d'un des bâtiments, avait mis le feu à la matelasserie de l'hôpital, incendie rapidement maîtrisé. L'Église Notre-Dame du Val-de-Grâce subit quelques dégâts au niveau des corniches et des statues situées à la base du dôme.

Après l'explosion de la poudrerie du Luxembourg vers 14 heures, qui mit à mal les vitres des bâtiments, le quartier fut investi dans le courant de l'après-midi.

Qui avait bombardé l'hôpital militaire, et pourquoi ?

La Commune n'y avait aucun intérêt et l'armée de Versailles non plus, s'agissant d'un hôpital qu'elle savait libre de troupes en armes. Et pourtant, la direction dont venaient les obus ne pouvait laisser aucun doute à cet égard : ils avaient été tirés par des pièces d'artillerie de l'armée régulière.

La clé de l'énigme devait être rapidement trouvée. Le médecin principal de 1^o classe Janvier Servier (4), professeur agrégé en 1871 et futur médecin-chef (5) de l'hôpital (1885-1887), était sur les lieux ; il nous la livre dans un opuscule paru en 1888 (6) :

« L'officier général commandant l'attaque du 5^{ème} arrondissement de Paris voulut, avant l'attaque des troupes à pied, mettre le désordre dans les troupes de la Commune qu'il savait massées autour du Panthéon. Il ordonna à une batterie d'artillerie d'envoyer des projectiles sur ce point ».

Las...l'officier artiller, qui ne disposait peut-être pas de cartes assez précises, prit le dôme du Val-de-Grâce pour celui du Panthéon ! Le médecin principal de 1^o classe Servier rapporte le dialogue savoureux entre un capitaine blessé qui avait été l'un des acteurs du bombarde-



ment, chargé de faire cesser le tir, et le commandant artiller, : « *Je lui dis : – Mais, mon commandant, est ce que vous croyez tirer sur le Panthéon ?*

– *Sans doute, me répondit-il*

– Vous vous trompez, c'est le Val-de-Grâce !
– Ah, N.. de D... je le bombarde depuis ce matin ! »

Plus de peur que de mal, les dégâts occasionnés par ces tirs inappropriés se limitant au seul domaine matériel. Il n'en avait pas été ainsi au moment du siège de Paris, où des obus prussiens tombés sur l'hôpital au nombre de 300 environ avaient occasionné la mort dans son lit d'un malade et des blessures à plusieurs personnes dans des locaux administratifs.

Le dôme de Mansart confondu avec celui de Soufflot ! Belle mais malencontreuse reconnaissance de la visibilité de ce monument que peuvent encore aujourd'hui admirer les visiteurs du Musée.

Colonel (h) Jean-Pierre Capel

- (1) M. Guivarc'h « 1870-1871, Chirurgie et médecine pendant la Guerre et la Commune » Ed. Louis Pariente-Paris 2006, 280 p.
- (2) R. Mounier 1811-1886, Médecin en chef du Val-de-Grâce, sous-directeur de l'École d'application du val-de-Grâce en 1871
- (3) E. Capuran, 1817-1894, Officier d'administration principal du service des hôpitaux, chargé de la gestion de l'hôpital en 1871.
- (4) J. Servier 1827-1906, professeur agrégé à l'École d'application du Val-de-Grâce en 1871.
- (5) Le titre de médecin - chef fut substitué à celui de médecin en chef en 1882.
- (6) J. Servier : « Le Val-de-Grâce. Histoire du monastère et de l'hôpital militaire » Ed. G. Masson -Paris 1888, 121 p.

Éphéméride : Hippolyte Morestin



(1^{er} septembre
1869 – 11 février
1919)

Né en Martinique, ce pionnier de la chirurgie maxillo-faciale fut interne des hôpitaux de Paris à 21 ans et inventeur d'une technique de traitement du cancer du plancher buccal, agrégé de chirurgie, professeur d'anatomie, chef du service d'ORL à l'hôpital Saint-Louis.

Mobilisé (1914) au Val-de-Grâce, médecin-major de 1^{ère} classe, il organise, dans le service déjà existant, le centre de chirurgie réparatrice maxillo-faciale (5 Janvier 1915, 480 lits en 1919). Il y rend figure humaine à ces Gueules cassées, rétablit les fonctions vitales, refait le visage anatomique, et partant, psychique, social et familial de ces mutilés). Il photographie la progression de ses réparations (albums à but pédagogique), démonstrations de la quasi perfection de cette chirurgie esthétique

Collection du musée du SSA

Mobilisé (1914) au Val-de-Grâce, médecin-major de 1^{ère} classe, il organise, dans le service déjà existant, le centre de chirurgie réparatrice maxillo-faciale (5 Janvier 1915, 480 lits en 1919). Il y rend figure humaine à ces Gueules cassées, rétablit les fonctions vitales, refait le visage anatomique, et partant, psychique, social et familial de ces mutilés). Il photographie la progression de ses réparations (albums à but pédagogique), démonstrations de la quasi perfection de cette chirurgie esthétique

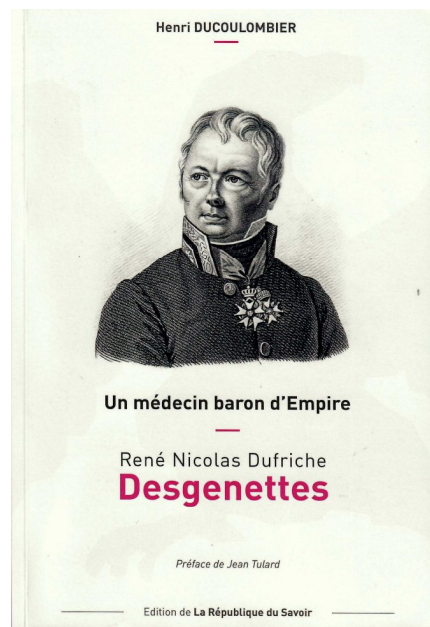
naissante. Suzanne Noël, son interne, le suivit au Val-de-Grâce et deviendra une pionnière de la chirurgie esthétique des riches et des pauvres (qui ne paient pas), et de la défense des femmes en fondant les clubs *Soroptimist* français. Morestin meurt de la grippe espagnole (1919).

François Eulry

Prix 2018 d'Histoire de la médecine aux armées

Allocution du MGI (2s) Olivier Farret, président de l'AAMSSA, lors de l'assemblée générale du 23 Janvier 2019

« Ce prix consacre la passion et l'investissement d'un médecin qui consacre sa retraite à écrire les biographies des grandes figures du Service, après le Baron Percy en 2004 qui avait obtenu le Prix d'histoire du Service de santé des armées, nous honorons cet ouvrage consacré au Baron Desgenettes, préfacé par Jean Tulard, une somme érudite de plus de 600 pages qui



se lit comme un roman. Resté dans l'ombre de ses pairs, Desgenettes a trouvé son historien, *Henri Ducoulombier* avec cette biographie d'un personnage majeur et peu connu de l'histoire de la médecine du premier Empire.

Je vous rappelle que les noms de Larrey, Percy et Desgenettes sont gravés sur l'Arc de Triomphe à Paris.

J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter le professeur Henri Ducoulombier : né à Tourcoing en 1933, il est ancien étudiant à la Faculté libre de médecine de Lille. Âgé de 27 ans, il effectue en 1960 un service militaire de 26 mois, et sort de l'école des EOR de Libourne avant d'être nommé médecin-lieutenant, et d'être affecté à l'hôpital militaire de Trèves pour quelques mois. C'est de cette expérience que date son intérêt pour la médecine militaire et son histoire.

Pédiatre de formation, après un exercice libéral, il sera médecin hospitalier et nommé professeur agrégé de pédiatrie.

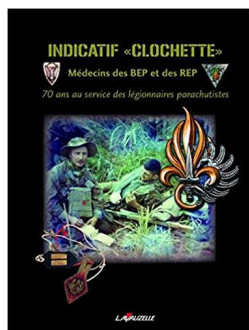
En retraite depuis 1998, le docteur Ducoulombier est membre de la Société française d'histoire de la médecine et dirigea un cycle de conférences consacrées à cette discipline et à la médecine militaire. »

Henri Ducoulombier, Un médecin baron d'Empire, René Nicolas Dufrique, préface de Jean Tulard, Édition de la République du Savoie, 2018.

Prix 2018 d'Histoire de la médecine aux Armées

Parmi les autres publications que reçut le comité de lecture, deux autres s'étaient détachées, de très grande valeur :

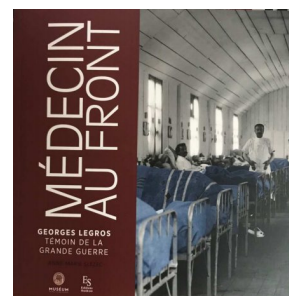
- *Luc Aigle, avec François-Marie Grimaldi, Pierre-Jean Linon, Jean Renault, François Morin « Indicatif "Clochette", Médecins des BEP et des REP, 70 ans au service des légionnaires parachutistes », Éditions Lavauzelle, 2018.*



L'âme des médecins accompagnant ces troupes d'assaut semble surgir à chaque page de ce magnifique ouvrage, riches de photographies, de témoignages et de portraits poignants. Il s'agit, lors des opérations majeures qu'ils soutinrent, de raconter les médecins des "Bérets verts", tous répondant à la radio, leur tour venu, à cet indicatif devenu traditionnel : "Clochette" du toubib du REP (Indochine, Algérie, Liban, Kolwesi, RCA, Côte d'Ivoire, Balkans, Afghanistan, etc, jusqu'au Mali actuellement) : chaque lecteur y rencontrera tel ou tel praticien devenu légendaire dans le SSA et au-delà, dont certaines figures parfois pittoresques, mais dont l'esprit de sacrifice et de dévouement sous le feu firent l'admiration des légionnaires dont ils avaient la responsabilité. Un petit "plus", le chapitre V réunit un choix d'anecdotes et de petites histoires parfois drôles, toujours baignées d'humanité. Ce lourd travail d'archive permet de mettre en lumière le lien particulier, d'une génération à l'autre, qui soude les médecins de ces unités d'élite, les légionnaires et leurs cadres.

- *Anne-Marie Slézec, Médecin au Front : Georges Legros, témoin de la Grande Guerre. Éditions Sutton, 2018.* Voici un homme de 53 ans, député et médecin de campagne qui s'engage dans le service de santé militaire. L'auteure analyse ses notes et photographies prises au quotidien sur le Front et les lettres adressées à ses proches ; elles relatent les événements, ses frères d'armes, l'organisation des soins et leurs acteurs : affecté en ambulance, il connaît les combats de la Marne, du Nord, de l'Argonne et Verdun. Lors de permissions

à Paris, il participe aux travaux de la commission d'hygiène de la Chambre, puis du comité secret ; il suit des cours quotidiens à l'Institut Pasteur sur la bactériologie de la gangrène gazeuse avant de revenir au Front. À Compiègne il s'oppose à Alexis Carrel sur l'eugénisme sélectif... Il n'est pas tendre avec certains responsables locaux ou nationaux du SSM, pas toujours à raison, loin de là... L'auteur, docteur en sciences naturelles, exerce au Muséum national d'histoire naturelle.



François Eulry

Desgenettes et le Val-de-Grâce

René Nicolas Dufrique Desgenettes a 31 ans lorsque, deux mois avant la chute des Girondins et le début de la Terreur, il s'engage le 21 février 1793. Affecté à l'Armée d'Italie, exerçant avec zèle et efficacité pendant près de trois ans dans les hôpitaux sédentaires et aux avant-postes, il est remarqué par les généraux en chef, par les représentants du peuple et surtout par un jeune officier nommé Napoléon Bonaparte.

Et c'est Bonaparte, devenu le « général Vendémiaire » qui le fait nommer à l'hôpital du Val-de-Grâce dès son ouverture le 29 octobre 1795, mais il est maintenu à l'armée d'Italie pendant encore trois mois et n'entre en fonction, avec le titre de médecin ordinaire, qu'en février 1796, en compagnie de Larrey. C'est une déconvenue, car il espérait être affecté à l'armée de l'Intérieur et suivre les pas de Bonaparte. Il écrit alors : « *Je suis inconsolable d'avoir changé l'existence agréable et honorable que j'avais à l'armée, contre celle qui m'est destinée* ». Il est réclaté par Bonaparte à l'armée d'Italie dès octobre 1796, mais le Conseil de santé s'oppose à cette mutation. En vain, il présente à deux reprises sa démission et il est d'autant plus marié que Larrey a obtenu cette affectation le 1^{er} mai 1797. Il déclare : « *J'ai vu sa mission à l'armée d'Italie comme une préférence injuste...* »

Certes, il se met au travail, non sans difficultés dues à l'insalubrité des locaux, à la désorganisation et à la pénurie. Il dénonce « *les intelligences qui s'établissaient entre des officiers de santé et les administrateurs des hôpitaux au détriment des malades, le secret des certificats d'invalidité de complaisance et du commerce avec les conscrits* ». Fin octobre 1796, l'hôpital militaire d'instruction est inauguré. Desgenettes et Larrey commencent leur enseignement : pour Desgenettes, cours de physiologie, puis d'hygiène militaire, mais aussi expériences de physiologie et enseignement clinique toute l'année.

Enfin, le 20 janvier 1798, à la demande de Bonaparte revenu de la campagne d'Italie, il est nommé médecin en chef de l'armée d'Angleterre. Deux mois plus tard, il reçoit l'ordre de se rendre à Toulon. C'est l'expédition d'Égypte où il s'illustre brillamment et il ne revient à Paris que fin novembre 1801, après une absence de près de trois ans.

Avant même son retour, il a été nommé médecin en chef de l'hôpital d'instruction de Strasbourg, mais il obtient du Premier Consul son maintien au Val-de-Grâce. L'enseignement y a été supprimé à la demande de l'École de médecine de Paris pour des raisons de concurrence, sans que l'on s'aperçoive qu'il comportait des cours d'application et de pratique d'une grande utilité. Mais, dans les services, les difficultés persistent et le désordre règne. En octobre 1803, le premier consul constate : « *Cet hôpital va mal* ». Desgenettes est alors chargé de diriger en chef le service du Val-de-Grâce et tous les officiers de santé qui s'y trouvent employés sont sous ses ordres. Dès le lendemain de sa nomination, il prend des mesures concernant l'ordre et la discipline, l'accès aux salles de malades, les permissions de sortie, les certificats d'invalidité, l'hygiène et la désinfection, etc.

« *Tous les jours, je trouve des malades de l'établissement courant les rues avec une permission permanente qui convertirait l'hôpital en un hôtel garni.*

[...] *La facilité avec laquelle on s'est toujours introduit dans l'établissement a été la source des plus grands désordres* ». Il ordonne que le service commence le matin à 6 heures. À plusieurs reprises, il insiste pour que tous les entrants soient examinés par le chirurgien de garde. Parfois, il s'insurge contre des manquements graves : en septembre 1804, il signale qu'il n'y a à l'hôpital ni l'économe, ni le commis aux entrées, ni le garde magasin aux effets ; le bureau des entrées est fermé et les malades entrants se dirigent à l'aventure sur les salles.

Manifestement, sa gestion est rigoureuse et efficace.

En décembre 1803, il est promu inspecteur général du Service de santé et, dès lors, ses fonctions sont interrompues par de nombreuses absences.

En 1805, une mission en Espagne à la recherche (d'ailleurs vaine) de la fièvre jaune lui fait manquer la campagne d'Austerlitz. En avril 1807, il est nommé médecin en chef de la Grande Armée en remplacement de Jean-François Coste.

Avant son départ, il rédige un dernier rapport sur le fonctionnement du Val-de-Grâce : c'est, dit-il, un *résultat vraiment affligeant* puisque, sur 625 malades, on a perdu 128 hommes, une surmortalité sans doute due aux malades et blessés des campagnes de Franco-rie et de Pologne et au redoutable typhus. Après une absence de 18 mois, il rentre en France en septembre 1808 et repart aussitôt pour l'Espagne pour six mois.

Le baron Desgenettes

par Horace Vernet (musée du SSA)



Fin 1809, il est investi, non seulement d'une mission d'inspection, mais aussi de pouvoirs de décision étendus sur les officiers de santé, chirurgiens et pharmaciens compris, et sur les directeurs des hôpitaux. Pendant plusieurs mois, il va donc sillonner la France, jusqu'aux limites

du Grand Empire, ce qui explique ses nombreuses absences, à la fois à la faculté et dans son service du Val-de-Grâce où il se rend le plus souvent en inspection.

En 1812, à l'issue de la retraite de Russie, il est fait prisonnier à Vilna et n'est libéré que trois mois plus tard. De nouveau, en 1813, au cours de la campagne de Saxe, il est prisonnier des Prussiens à Torgau et n'est libéré qu'après la chute de l'Empire.

À la Restauration, il est maintenu médecin du Val-de-Grâce et, le 7 janvier 1815, de nouveau nommé médecin en chef et premier professeur.



Après les Cent-Jours et Waterloo, lors de la réouverture de l'HMI du Val, il est chargé de la direction et surveillance de tout ce qui a rapport au service médical, des malades et à l'enseignement.

Desgenettes, par Pierre Alfred Robinet (Académie de médecine)

Plus tard, en 1818, il regrette que l'on n'ait pas donné une autre dénomination au Val-de-Grâce : « Non seulement cet hôpital placé au milieu des

ressources scientifiques de la capitale est une école d'application, mais nous regrettons qu'il n'ait pas reçu le nom d'Hôpital de perfectionnement ou d'École normale spéciale pour la médecine militaire ». Mais cette suggestion très pertinente ne sera réalisée que pendant la monarchie de Juillet par l'ordonnance du 22 août 1836 qui attribue au Val-de-Grâce le nom d'hôpital de perfectionnement recevant tous les élèves des hôpitaux d'instruction de Lille, Metz et Strasbourg pour un stage obligatoire et occupant dès lors une place privilégiée dans la formation des médecins militaires.

Desgenettes reprend donc son enseignement de médecine pratique, de physique médicale et d'hygiène, un enseignement dont la valeur – il faut l'avouer – a été critiquée par ses contemporains. Puis, fin 1819, à la mort de Coste, il est nommé au conseil de santé et, ne pouvant être à la fois inspecteur et inspecté, il quitte le Val-de-Grâce où il est remplacé par François Broussais qui devient médecin en chef et premier professeur, faisant entrer à l'hôpital la « médecine physiologique » et des milliers de sangsues...

Durant la Monarchie de Juillet, Desgenettes retrouve ses fonctions, en particulier à la Faculté dont il avait été éliminé en 1822 avec ses confrères « napoléoniens ». Il obtient enfin le poste de médecin en chef des Invalides et c'est là qu'il décède le 3 février 1837. Il est enterré dans une concession temporaire au cimetière Montparnasse, puis, en 1846, son corps est transporté dans une concession perpétuelle portant le nom de Cailleau. C'est une tombe très modeste qui était à l'abandon et a été heureusement découverte par le médecin-colonel J. Hassenforder et remise en état par la Société amicale des élèves et anciens élèves des écoles du service de santé et de l'école du Val-de-Grâce (SEVG).

Les événements qui ont suivi la mort de Desgenettes sont d'ailleurs troublants : ses biens, propriétés, mobilier, bibliothèque sont immédiatement vendus, sa correspondance personnelle est détruite ; le troisième tome de ses Mémoires, presque achevé, est mis au pilon. Son nom n'est d'abord pas inscrit sur un pilier de l'Arc de Triomphe et il faudra la protestation indignée de sa fille Laure, Baronne de Sordeval, pour qu'il figure sur une troisième et dernière liste établie en 1841, au bas d'une colonne. Après sa mort, sa personnalité a fait l'objet de critiques parfois acerbes, mais le service de santé unanime a reconnu ses mérites : l'hôpital militaire de Lyon porte son nom, sa statue en pied orne le hall de l'Académie de médecine face à celle de Larrey.

Desgenettes a été en effet le fondateur de la chaire d'hygiène, mais aussi le premier organisateur de l'hôpital militaire d'instruction du Val-de-Grâce. Il a été suivi dans cette voie par une lignée de professeurs qui lui sont associés dans l'histoire de cette grande maison, de cet hôpital qui disparaît et de son école désormais orpheline. Célébrer la mémoire de Desgenettes était encore l'occasion d'en raviver le souvenir.

HASSENFORDER J., Desgenettes et les « commencements du Val-de-Grâce », *La Presse Médicale*, N° 55, 30 Août 1952 et N° 57, 13 sept. 1952.

Docteur Henri Ducoulombier

Lu pour vous

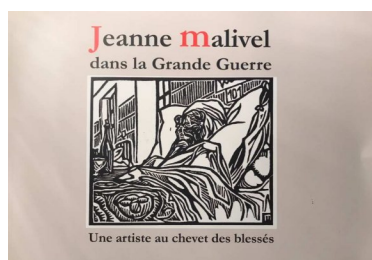


Manon Pignot et Yann Potin, 1914-1918, Françoise Dolto veuve de guerre à sept ans, Gallimard, 2018.

Titre impressionnant, déroutant, bien trouvé.

Voici la célèbre psychanalyste spécialiste exceptionnelle de l'enfance, âgée de sept ans, déjà génie épistolaire, perdant au Front (juillet 1916) son « oncle maternel et parrain (père de substitution) et "fiancé" » : elle attend de l'épouser avec la complicité amusée et affectueuse du malheureux et de sa famille. Le fardeau du deuil est souvent (lourdement ?) partagé avec les enfants. La mort de sa sœur aînée quatre ans plus tard (1920), tandis que leur mère perd la raison, achèvera de faire de Françoise Marette, pas encore épouse Dolto, qui rêvait à huit ans d'être « médecin d'éducation » (*sic*), la future médecin et psychanalyste des enfants ayant bouleversé nos connaissances et habitudes à propos des petits. Un livre clair, illustré de documents judicieux (photographies familiales et extraits de lettres de l'héroïne). Remarquable.

François Eulry



Association « Les Amis de Jeanne Malivel », **Jeanne Malivel dans la Grande Guerre**, Asia André Soubigou *Impressions d'Arts*, 2018.

Voici un très beau livre (en format *page* dit encore *italien*) paru pour le centenaire de l'Armistice. Il honore une artiste patriote, bretonne et régionaliste, Jeanne Malivel (1895-1926), fille d'un négociant de Loudéac, sous-préfecture des Côtes-du-Nord. Elle se fait infirmière bénévole auprès des blessés conduits jusqu'à l'hôpital complémentaire de la ville, alors qu'elle préparait l'entrée aux "Beaux-Arts" de Paris. Elle soigne et elle croque nos Poilus, pris sur le vif : voici des reproductions de ses carnets et feuilles volantes, soit près de 50 dessins originaux (crayon sur papier), de quelques peintures (huile sur toile) et bois gravés. Le trait est simple, il est vif et traduit la tendresse de l'infirmière pour ses patients. Quelques dessins sont rehaussés de couleur, d'autres témoignent de son apprentissage de... la langue arabe (sa manière de rendre hommage aux contingents venus d'outre-mer ?). C'est magnifique parce que c'est émouvant. Et l'envie vient de rapprocher cette belle artiste de Mathurin Méheut et de ses dessins du Front ou de ses toiles sur sa (lire : leur) Bretagne : deux régionalistes convaincus aimant la France et ses soldats.

Le site à visiter : amisjeannemalivel.jimdo.com

François Eulry

Vu pour vous

Exposition : 1914 – 1918 Le soutien sanitaire des contingents d'outre-mer



(musée du SSA au Val-de-Grâce jusqu'au 31 juillet 2019). Dans le cadre des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale, le musée du Service de santé des armées, en partenariat avec

l'AAMSSA et l'Académie des Sciences d'outre-mer (ASOM), a souhaité évoquer la prise en charge sanitaire des soldats venus de l'*Empire français* sur le front occidental et celui des Balkans. Cette exposition est également l'occasion de montrer certaines spécificités médicales nécessitant une adaptation des moyens et de l'action du Service de santé.

En août 1914, le *Service de santé des troupes coloniales* (SSTC) compte 618 médecins, 60 pharmaciens, 126 officiers d'administration et 390 sous-officiers infirmiers. Pendant toute la durée de la guerre, il est chargé d'une double mission : se mettre au service des combattants en France et en Macédoine avec l'Armée d'Orient et continuer à lutter contre les nombreuses maladies tropicales sévissant dans l'*Empire français* peuplé d'environ 50 millions d'habitants.

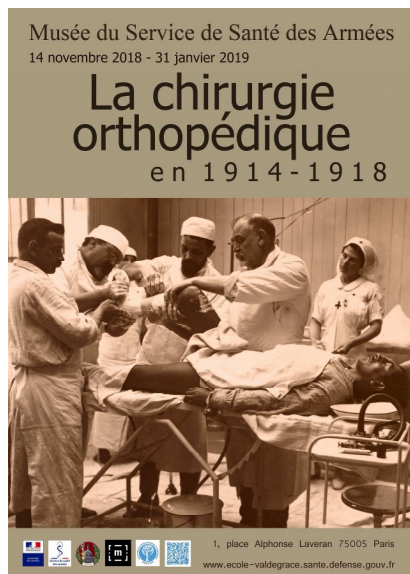
La première obligation militaire du SSTC est de sélectionner les tirailleurs *indigènes* devant combattre au service de la France, la sélection physique devant écarter ceux porteurs de maladies (paludisme, variole, choléra, lèpre...) qui pourraient les rendre inefficaces et surtout se propager en métropole. De 1914 à 1918, le SSTC va assurer le contrôle sanitaire de 182 000 tirailleurs sénégalais, 40 000 tirailleurs malgaches, 40 000 tirailleurs indochinois, 3 000 tirailleurs venus du Pacifique et 2 000 de la Côte des Somalis ; à ces recrues militaires, il faut ajouter 80 000 travailleurs civils venus d'Indochine et de Chine.

Au côté du Service de santé des troupes métropolitaines, le SSTC est de tous les combats, sur les 600 km du front occidental et en Orient. Au sein des troupes coloniales, les tirailleurs venus d'Afrique noire montrent leurs légendaires qualités guerrières mais aussi leur inadaptation aux conditions climatiques du front. De nombreux tirailleurs présentent des maladies pulmonaires, des gelures mutilantes des extrémités, source d'une grande souffrance et les rendant inaptes au combat... Des camps d'hivernage sont alors créés pour eux à Fréjus, à proximité de Toulon, et au Courneau près d'Arcahon. (Louis-Armand Héraud, 2015).

Sur le front de Macédoine, l'armée d'Orient doit faire face, dans les régions insalubres de Salonique et de la vallée du Vardar, au développement de nombreuses maladies infectieuses épidémiques (dysenteries...) et surtout du paludisme : l'épidémie de 1916, avec vingt mille cas, nécessite l'intervention de la mission antipaludique des frères Sergent. Parallèlement en France, une campagne active de vaccination contre la fièvre typhoïde permet d'arrêter une épidémie des plus meurtrières au sein des armées françaises à l'automne 1914. Tant en France que sur le front d'Orient, l'hygiène en campagne est un des éléments-clés du bon état sanitaire des troupes.

Olivier Farret

Prolongation au 30 juin de cette autre exposition présentée au musée du SSA



Elle est organisée conjointement par le musée du SSA et la Société française d'orthopédie et de traumatologie.

Procès-verbal de l'Assemblée générale du 23 janvier 2019 (exercice 2018)

L'assemblée générale est ouverte par le **président**, le MGI (2S) Olivier Farret à 14 H 30.

Le **secrétaire général**, colonel (h) Jean-Pierre Capel fait part des décès survenus, dont l'association a eu connaissance en 2018 : MM. Jean-Etienne Touze, François Stupp, Jean-Pierre Anglade, Philippe Renon, René Poncy, Charles Laverdant, André Fontayne. Une minute de silence est observée à leur mémoire.

Le **président** rend ensuite un hommage particulier au MGI (2S) Charles Laverdant, qui vient d'être cité, rappelant son rôle de président fondateur de l'association, ses états de service au sein du service de santé des armées, ainsi que son action essentielle dans la mise en œuvre des travaux de rénovation de l'ensemble conventuel du Val-de-Grâce.

Le président s'adresse au médecin général Humbert Boisseaux, directeur de l'École du Val-de-Grâce (EVDG)

« Mon général et cher directeur, chers amis,

Mon général, je vous remercie pour votre présence et pour vos propos confirmant s'il en était encore besoin l'attachement que vous portez à l'association. Comme vous le savez, l'AAMSSA et son comité d'histoire sont un support de la mémoire historique du SSA (colloques, travaux, conférences) et contribuent à la valorisation de son musée par des expositions temporaires et à son rayonnement à l'extérieur grâce au réseau associatif TAMS avec les autres sociétés amis des musées des armées mais aussi avec le monde civil et associatif.

L'action de l'AAMSSA doit se poursuivre au sein d'une association dynamique, aux adhérents nombreux et fidèles. Chaque adhérent doit veiller à être à jour de sa cotisation. Je ne parle pas pour vous ici présents. J'espère que ce message traversera ces murs séculaires pour le bien et la pérennité de notre association. »

Le **directeur de l'EVDG**, le MG Boisseaux, souhaite la bienvenue aux participants et tout en confirmant la pérennité de l'École du Val-de-Grâce sur son site actuel, insiste sur certains effets de la mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance au sein du SSA en septembre dernier et souligne les besoins d'une réflexion sur la politique à suivre concernant le musée et le patrimoine historique du Service de santé des armées.

Le **président** remercie, pour sa part, la direction centrale du service de santé des armées ainsi que le directeur de l'École du Val-de-Grâce et du musée, pour le soutien apporté à l'AAMSSA au cours de l'exercice et annonce aux membres présents les prochains événements de l'année : renouvellement en 2019 de la présentation des pièces historiques de la bibliothèque centrale du SSA, voyages à Rouen (musée Flaubert et d'histoire de la médecine) et à Reims, en cours de finalisation, poursuite jusqu'à l'été de l'exposition « Le soutien sanitaire des contingents d'Outre-Mer, 1914-1918 » en partenariat avec l'académie des sciences d'outre-mer au musée. A ces manifestations particulières s'ajouteront les séances trimestrielles du comité d'histoire du SSA ainsi que la participation à deux ouvrages, l'un sur le SSA et la Grande Guerre, l'autre sur « la Grande Guerre, matrice du XX^e siècle », en partenariat avec les trois musées « Air », « Marine » et « Terre ».

Le **secrétaire général**, colonel (h.) Jean-Pierre Capel donne lecture de son **rapport moral** pour l'exercice 2018, insistant sur les réunions régulières du conseil d'administration et de son bureau, la rédaction et l'édition de trois bulletins, les visites commentées du Musée, essentiellement assurées par le Président.

Il informe l'assemblée des éléments nouveaux concernant l'autorisation d'occupation temporaire (AOT) du local de l'association dans l'enceinte de l'EVDG, renouvelé pour la période d'octobre 2016 à octobre 2021, et pour laquelle l'association a réglé les exercices allant d'octobre 2016 à octobre 2019 en fin 2018.

Les effectifs de l'association se montaient à 274 au 31 décembre dernier. Un différentiel important étant constaté entre les adhérents et les cotisants réguliers, un effort particulier sera fait au cours de l'exercice 2019 afin d'une part de démarcher en vue d'adhésion des personnes ayant manifesté de l'intérêt pour l'AAMSSA au cours de ses diverses manifestations, et d'autre part de rappeler aux adhérents leur nécessaire implication par le paiement de la cotisation annuelle

Mis au vote, le rapport moral est adopté à l'unanimité.

Le **rapport financier** est présenté par le trésorier, le MGI (2S) Daniel Béquet :

Les produits se sont établis à 13039,5 Euros et les **charges** à 14926,41 Euros. L'exercice se clôt ainsi par un solde négatif de 1866,91 Euros, dont l'origine se situe dans le paiement en une seule fois d'une facture de 10386 Euros pour 3 exercices de l'AOT de notre "local-siège".

Les avoirs de l'AAMSSA au 31 décembre 2018 s'élevaient à 29636,71 Euros.

Après appel aux questions et mise aux voix, le rapport financier est approuvé à l'unanimité.

Le **budget prévisionnel 2019** est également présenté et ne fait pas l'objet d'observations.

Il est approuvé à l'unanimité.

Le **montant de la cotisation**, inchangé depuis 2016, fait l'objet, en raison d'une possible obligation de recours à l'impression externe du bulletin, d'une proposition de modification afin de le porter à 35 euros pour l'exercice 2020, et 50 Euros pour un couple. Le trésorier précise à l'assemblée que 10 couples étaient concernés par cette mesure en 2018.

Cette proposition est acceptée à l'unanimité

Les activités du comité d'histoire sont présentées par son président, le MGI (2S) Raymond Wey, qui rappelle le contenu des séances de 2018, et présente les thèmes choisis et les dates retenues pour les conférences trimestrielles de 2019. Il appelle l'attention des adhérents sur l'intérêt porté actuellement par la DCSSA sur l'histoire du Service, qui devrait se concrétiser par l'ouverture d'une page spécifique sur l'Intranet du SSA. Il souligne enfin le décès récent du MC (er) Guy Charmot, doyen des Compagnons de la Libération.

S'adressant à l'assemblée au nom du MGI (2S) François Eulry, **rédacteur en chef du bulletin de l'AAMSSA**, empêché, le président fait part du résultat de la consultation lancée auprès des adhérents pour l'attribution d'un titre à notre bulletin. C'est le nom d'**Asklépios** (ci-contre) qui a été retenu par le conseil d'administration dans sa séance du 5 décembre dernier. Asklépios correspond à l'Esculape de la Rome antique. Fils d'Apollon, son attribut principal est le bâton autour duquel s'enroule un serpent, symbole de la médecine. Parmi ses neuf enfants, il a deux fils, Machaon et Podalire, qualifiés dans l'*Iliade* de « bons médecins », qui se sont illustrés comme médecins militaires pendant la Guerre de Troie. Le prochain numéro du bulletin actuel paraîtra donc sous ce nom.

Concernant le musée⁵, le président donne ensuite la parole à Monsieur Aymeric Lichtenauer, collaborateur de M. Marc Beaumelle, responsable par intérim du musée. La fréquentation en 2018 a été de 22989 personnes, dont 194 visites de groupe. Il rappelle les deux expositions temporaires en cours : « *Le soutien sanitaire des contingents d'Outre-Mer, 1914-1918* », en collaboration avec l'académie des sciences d'outre-mer, et « *La chirurgie orthopédique en 1914-1918* », celle-ci en collaboration de la Société française d'orthopédie et traumatologie (SOFOT). Sur l'exercice, 23 objets ont été prêtés, 1143 clichés photographiques furent transmis, 94 opérations de récolement ont été conduites. Au Centre de documentation, 2364 dossiers ont été inventoriés et indexés. 409 cartons ont été mis à la disposition des chercheurs. Lors des « Journées du patrimoine », 3209 personnes ont été reçues en deux jours. Pour 2019, une exposition temporaire est prévue au second semestre, consacrée à « Raymond Depardon, photographe militaire, 1962-1963. »

Au titre des **questions diverses**, des propositions sont faites par le président de l'ASNOM pour que des échanges d'informations soient entrepris régulièrement, notamment sur les conférences ou manifestations, aux fins de publication et d'information des membres de manière réciproque.

Le « **prix d'Histoire de la médecine aux armées** », décerné chaque année par l'association, est ensuite proclamé par le président : il revient à l'ouvrage de **Henri Ducoulombier** :

« *Un médecin baron d'Empire, René Nicolas Dufriche Desgenettes* »

Le Président : « Chers amis, avant de terminer, je souhaite remercier l'ensemble du bureau, il est tard, je ne peux les citer tous et leur exprimer toute ma reconnaissance pour cet investissement inlassable semaine après semaine pour notre association. Je remercie aussi l'équipe du musée dirigée par Monsieur Marc Beaumelle, le conservateur de la bibliothèque, monsieur Christophe Cloquier et bien sûr madame Garric, des archives. Vos portes sont toujours grandes ouvertes pour nous aider dans notre action.

Madame le Professeur Micheline Hotyat, après cette AG, nous présentera sa conférence : « Arbres des forêts : enregistreurs de milieux, témoins d'histoires. »

Je déclare close l'assemblée générale ordinaire de l'AAMSSA, statuant sur l'exercice 2018.

La séance est levée à 16 H 05.



*Asklépios en famille
(Ex-voto, musée national d'Athènes, DR)*

Appel à cotisation

*Chères adhérentes, chers adhérents,
Le trésorier nous rappelle que la cotisation 2019, dont le montant a été maintenu à 30 euros, peut être réglé par chèque bancaire ou postal (ou en espèces lors des manifestations organisées par l'association) ; il fait l'objet de la délivrance de la carte annuelle d'adhérent, permettant l'accès gratuit au musée du SSA, et d'un reçu susceptible d'être pris en compte pour l'obtention d'une réduction sur le montant de l'impôt sur le revenu.
Cotisation à adresser au siège de l'AAMSSA, 1 place Alphonse Laveran 75235 Paris cedex 05*

⁵ NB : le compte-rendu concernant le musée est à disposition au siège de l'AAMSSA

